

JOURNAL OFFICIEL

FRANÇAIS DE LA LIBERTÉ

Jusqu'à nouvel avis le Journal Officiel Français de la Liberté se vend exclusivement au numéro

"L'éternelle vigilance est le prix de la Liberté"

Le Journal Officiel Français de la Liberté comprend: les textes Organiques, les Décisions, les Lois, les Décrets, les Arrêtés, les Circulaires et Règlements, divers documents.

sommaire:

Lettre du Comité National de la Liberté aux Peuples d'Europe en date du 8 avril 2005	p 1 à 6
Décision n° 30 du 9 avril 2005 refusant la continuité d'état aux emprunts de l'état intitulé : "république française"	p 6
Décision n° 31 du 9 avril 2005 étendant la liste des personnes morales visées par la Décision n°6 à l'ensemble des activités économiques liées à l'état intitulé : "république française"	p 7
Renouvellement de la publication de la Décision n°6 du 30 mars 1998	p 7 et 8
Précisions suite à notre lettre aux Peuples du Monde en date du 28 janvier 2005	p 9

Lettre du Comité National de la Liberté aux Peuples d'Europe en date du 8 avril 2005

Conformément à notre lettre du 31 mars 2005 aux Peuples de France et à sa Nation nous avons Devoir de protéger les Peuples d'Europe de la perversion enkystée dans l'état intitulé : " république française"

Cette perversion enkystée est la triste suite de la Saint Barthélémy où ceux qui se refusaient à devenir justifiables de leurs actes, ont assassiné l'espoir d'une transition dans la Paix du pouvoir royal. La Révolution française faisant suite à la Révolution américaine s'est imposée d'elle-même.

Il n'y a pas place pour ceux qui considèrent qu'il y a des sous-hommes ou des sous-êtres dans notre communauté nationale.

Dans ces heures terribles, il a été nécessaire de mettre bas Ceux qui voulaient substituer à l'être divin, l'être suprême. Aujourd'hui les restes abjects du retour des forces du passé tentent de se maintenir coûte que coûte n'hésitant au pire crime, celui à la Démocratie.

Faisant le "jeu" d'un état capitalisme le plus violent au lendemain de la chute du mur de Berlin, et se refusant à l'avancée de la Liberté, des forces obscures à l'intérieur de l'état intitulé "république française" bafouent, trichent, pillent, volent, violent, assassinent dans l'impunité totale, car elles sont elles-mêmes détentrices du pouvoir de "classer" ou non, requérir, déclarer coupable, condamner, octroyer impunité, détruire celui qui s'oppose, dans le silence qui se fait autour du bourreau.

Nous sommes face à des serviteurs d'un état qui se sont appropriés cet état, et croient pouvoir nous imposer une nouvelle monarchie où le roi serait remplacé par un être virtuel, inguillotinable, impunissable, injustifiable: l'état. Et avec cet état, nouvel être divin, ses serviteurs bénéficieraient du même privilège, et particulièrement ceux qui prétendent rendre justice en notre nom mais se refusent que nous les choisissons!

Les Peuples de France et sa Nation sont soumis au joug d'un état qui a perpétué l'esprit de la collaboration et le procureur qui a requis la peine de mort contre pétain lui avait prêté serment auparavant!

A ce jour, les mêmes officient, avec le même état d'esprit, maintenant les méthodes dans leur concept, mais les déplaçant dans le contexte en fonction de la situation internationale pour brouiller la visibilité de leurs actes. La peine de mort n'est plus légale, elle est prononcée et exécutée quotidiennement par des réseaux à l'intérieur de l'état intitulé : "république française", en imposant à celui qui s'oppose de commettre son propre meurtre.

Aujourd'hui l'ensemble des Peuples d'Europe est dorénavant pris en otage de l'étatisme français.

L'étatisme français a voulu s'imposer dans la rédaction de la Constitution européenne et a refusé d'y inscrire le nécessaire à son adoption en France.

Il nous était important de mentionner l'origine Helléniste-Chrétienne de notre Histoire commune, particulièrement parce que nous savions que l'entrée de la Turquie créerait grande difficulté en notre Pays.

Le territoire turc fut, jusqu'à récemment, un territoire chrétien, dont les valeurs ne demandent qu'à rejaillir. En inscrivant l'origine de notre Histoire, nous pouvions nous engager dans un partage des valeurs fondamentales, écrasant du même coup ceux qui prétendent en une infériorité des Femmes

Il nous appartient ici, de mentionner comment l'étatisme français a relancé la spéculation immobilière en France pour tenter de se maintenir en utilisant sa propre faute. L'étatisme français, à travers la caisse des dépôts et consignations, a bloqué des centaines de milliers de mètres carrés de bureau pour "désamianter".

Suite à ce blocage, mécaniquement, par une offre rétrécie, le prix des loyers de bureau a monté, ce qui a entraîné l'augmentation du prix des bureaux eux-mêmes avec son corollaire, le prix du foncier.

Pire, l'ancien président des agf, qui était l'ancien directeur général de la banque indosuez, elle-même ex-banque d'indochine, qui avait été recruté par bousquet, (l'ancien préfet de police de Paris qui organisa la déportation de nos Concitoyens israéliites) (toujours les mêmes!) a contacté le fonds de pension Westbrook pour lui proposer l'acquisition en bloc de milliers de logements dans Paris de droits privés et ainsi mécaniquement mettre des milliers de locataires en position acheteuse.

Il est vrai Westbrook ignorait l'origine de la direction de gécina. Mais monsieur gillison et sa société boccador ne pouvaient l'ignorer.

Nous sommes toujours face à la même linéance de pensée depuis la collaboration, maintenir l'état, même au prix de la Vie ou du mode de vie de nos Concitoyens!

Cette spéculation effrénée pour maintenir l'étatisme ne crée en réalité aucune richesse profonde mais simplement appauvrit les générations futures.

Elle crée une bulle de richesse momentanée qui permet à l'état de percevoir des taxes, des droits, et endette les jeunes générations! Les prix immobiliers de Paris sont trois fois supérieures à ceux de Bruxelles et identiques à ceux de Londres

Bien sur, 70% de la surface de Londres appartient à la famille royale, l'étatisme français étant le nouveau roi!

La France, notre Pays, a beaucoup de mal à se séparer de ces réseaux dont la finalité de puissances justifie toutes les méthodes! Mais cette réalité prouve la faillite de l'état intitulé : "république française". Quand un état utilise sa propre faute pour essayer de se maintenir et refuse aux Victimes de sa faute le moindre dédommagement, au-delà de la faillite économique que cela traduit, c'est une faillite morale totale!

Les Veuves de l'amiante peuvent verser toutes les larmes de leur corps, la spéculation la plus vile, d'un état utilisant ses propres fautes, les réseaux les plus abjectes, pour en tirer bénéfice et se maintenir, prouvent qu'on est face à quelque chose de monstrueux!

Les Peuples d'Europe sont faces à cette chose monstrueuse aujourd'hui.

L'état intitulé : "république française" est en faillite aussi financière mais se refuse à sa mise sous tutelle.

Alors l'étatisme français cherche à obtenir de nos Concitoyens un rejet de la Constitution qu'il a inspiré pour pouvoir faire pression sur l'ensemble des gouvernements européens et ainsi faire adopter la modification des règlements techniques du Pacte Stabilité qui lui permettront de "toiletter" ses comptes!

L'étatisme a sorti tout son arsenal du langage paradoxal et on a vu le président de l'ump qui prétendait vouloir des mosquées, s'opposer à la Loi protégeant les Femmes d'un voile, signe de soumission, pour finir contre l'entrée de la Turquie en Europe! Ce n'est plus du grand écart, c'est de l'incohérence totale!

Il est à noter que sa fraude électorale n'est pas basée sur le nécessaire, mais volonté de signifier aux inconscients collectifs qu'il peut tout se permettre, même frauder électoralement, la Loi qu'il a lui même votée, et les faits amnistiés par la Loi qu'il a votée! Du même coup, monsieur bot a donné une grande leçon aux Français de sa toute puissance, à l'identique des rois qui se prétendaient "divins"!

Et si peu de gens comprennent notre rejet de ce président de l'ump il nous appartient de préciser qu'au lendemain de son échec à des élections européennes, sa seule réflexion fut: "ils sont moins cons que je ne le pensais!" traduisant l'incapacité de remise en cause et surtout l'instrumentalisation complète de l'individu à son ambition. Et dans son entourage l'élection n'est pas une finalité, mais seulement le moyen actuel d'avoir le pouvoir.

Le mouvement des économies mentales sociétales françaises ne se réaménageaient que par des événements liés à l'extérieur : guerre, difficultés etc; évitant la remise en cause du système lui-même. Aujourd'hui ces économies mentales sont circonscrites, son imposture à jour et l'impossibilité intérieure de remise en cause de la structure de pouvoir va générer une situation globale de plus en plus insupportable, intolérable.

L'affaire est très grave car nous sommes face à une action empirique conjointe de la spéculation et des "institutions" pour obtenir le maximum des fruits du travail de ceux qui aspirent à la Liberté en créant la Richesse, brisant dans leur inconscient tout Espoir de se construire une Vie meilleure. Leur positionnement sociétal étant défini par leur naissance ou leur soumission au système basé sur la connivence et la complicité contraire à l'esprit de Liberté.

Après avoir purgé les économies disponibles dans l'immobilier en agitant la spéculation foncière, la caisse des dépôts et consignations veut nous rejouer la même pièce, mais en s'attaquent aujourd'hui à la Bourse avec la proposition de valeurs basées sur des effets à recevoir!

L'activité de la Construction aurait été largement meilleure, si le volant de la masse financière disponible avait été supérieure, aujourd'hui, l'activité soutenue par la baisse de la tva est entrain d'être brisée par la spéculation!

La Loi ne produit plus pourquoi elle a été faite, elle succombe régulièrement sous la perversion de l'étatisme français comme nous avons expliqué sa mécanique interne qui permet de gommer dans les inconscients collectifs l'inacceptable.

Alors, l'échec du référendum, l'étatisme français proposera, comme hier l'Irlande, de représenter cette adoption mais, après avoir obtenu le "toiletage" de ses comptes!

Ce "toiletage" financier risque à court terme d'engager l'Europe dans une spirale inflationniste qui entraînera à la faillite l'ensemble de nos Concitoyens européens mais permettra à l'état intitulé : " république française" d'écraser sa dette!

Nous appelons les Gouvernements européens à se refuser à cette manoeuvre, les Groupes de Liberté peuvent en trois mois mettre en place le nécessaire à la substitution de l'état intitulé : "république française"

L'état intitulé : "république française" se prétend irrévocable, pourtant, sa constitution est modifiée année après année, décennie après décennie, république après république!

L'établissement d'une véritable Démocratie en France est un impératif pour l'Europe et la Démocratie française sera un partenaire loyal.

L'arrimage de la Turquie à l'Europe est un impératif politique suite à l'intervention en Irak.

Si aujourd'hui les Forces de la Liberté cristallisent par leur présence sur le sol irakien, les oppositions; leur départ générera l'affrontement des sunnites se prévalant de ben laden et des chiites se prévalant de l'ayatollah koimeiny.

D'autre part, la montée en puissance de l'hydrogène et la volonté américaine d'en faire un outil dans le même concept que l'Internet, où chacun pourra être producteur et consommateur, permettra de Libérer l'Individu des besoins énergétiques.

Si la Nasa a récompensé un chercheur américain pour son ascenseur de l'espace, ce concept avait déjà été émis depuis plus de cinq ans par les Groupes de Liberté en France. Nous avons même imaginé un barrage énergétique spatial utilisant les orbites de la Lune et de la Terre avec leur champ magnétique et l'attraction de chaque planète pour utiliser ces principes générant des forces immenses, perpétuelles, cycliques et prévisibles, pour obtenir une alimentation électrique terrestre infinie et propre!

Dans cette volonté de l'avancée de l'Humanité la nomination de John Negroponte nous permet de demander que l'avancée de la Liberté ait primauté à des intérêts de sociétés s'identifiant comme américaines liées à des étatismes en place.

L'avancée de la Liberté s'identifiant par le Raisonnement Opératif, comme étant la volonté perpétuelle que Ceux qui se prévalent du collectif, d'avoir obligation d'être soumis à la Démocratie, la Richesse économique étant soumise au rendre service à l'Autre dans la Liberté de choix. La quantification économique des actes des uns et des Autres étant définie par l'offre et de la demande.

Il est nécessaire que Signe fort soit donné dans ce sens, car si dans les restes de l'ex union soviétique le choix est aisé, il est manifeste qu'il devient difficile en Europe de l'Ouest. Pire, il peut devenir cynique en laissant les populations soumises à des étatismes qui préfèrent vendre leur Pays pour maintenir leur position.

Aujourd'hui en France, l'étatisme en place, tente d'imposer un étato-capitalisme le plus violent en refusant à l'économie mentale de nos populations l'avancée de la Liberté, un simple rapport perdant/ perdant. Perte des avantages sociaux, perte de la sécurité des emplois, et un homme "fort" qui déjà emploie un langage guerrier : état major, etc. pour imposer un état de fait dont la base est l'interdiction de la Liberté d'expression en utilisant une propagande soumise.

L'Europe ne peut se construire dans le cadre de l'escroquerie des uns et des Autres, Elle doit se refuser à devenir le marché des voleurs et des menteurs.

Nous remercions de nouveau publiquement Monsieur le Président des Etats Unis et Madame Condolezza Rice pour leur intervention et particulièrement parce que c'est la première fois que des institutionnels interviennent au profit de la linéance mentale passant par le Rassemblement des Montagnards.

Et si nous avons écorné un peu l'image de la Troupe de Washington, il est vexant pour nous, d'être si faible qu'il nous est nécessaire une intervention si forte. Il nous est très troublant de bénéficier aujourd'hui du soutien d'institutionnels, à croire en une intervention Biblique!

Nous profitons de la présente pour rappeler pourquoi nous avons soutenu le Président actuel américain. Dans les bagages de la "gauche" américaine se profilait aussi la remise cause du dommage punitif qui est pour nous un des éléments principaux de la structuration sociétale pour lutter contre la puissance de l'argent.

Il appartient dorénavant aux Gouvernements européens de nous apporter leur soutien. L'Europe politique ne pourra avoir aucune prétention sur la scène internationale si Elle se refuse à la protection de ceux qui s'opposent à des étatismes intérieurs en place, qui la prennent en otage.

L'Europe politique ne peut se construire à l'extérieur si à l'intérieur, des étatismes la mettent en péril quotidiennement au prix de leur maintien!

Chacun doit accepter que la "gauche" française n'a plus aucune base idéologique, simplement le relais de prétentions corporatistes encouragées par la l'étato-capitalisme qui y voit la garantie du maintien de ses intérêts majeurs.

Pour montrer jusqu'où la "gauche" française est en faillite, perpétuant l'esprit de collaboration, nous invitons la Presse Anglo-saxonne et les Journalistes français au tribunal d'instance de Paris 17ème, 18 rue des Batignolles, le jeudi 14 avril 2005 à 10 heures 30, pour qu'ils puissent admirer la ville de Paris, par ses représentants, poursuivant en garantie de loyer une sous-locataire et la demande de son expulsion! Ce qui montrera bien l'écart entre les prétentions affichées et la réalité vécue au quotidien!

Et si pendant la seconde guerre mondiale dans les cinémas était projeté le Juif suze, tous les matins l'étatisme de collaboration qui se perpétue offre sur les ondes la Transsexuelle roberta !

Présenter des Transsexuelles ridicules, les abîmer, traduit que la prétention délirante française entretenue par l'étatisme français n'est pas éteinte, bien au contraire. Il est vrai des Transsexuelles, belles et intelligentes interrogeraient profondément ceux qui se prévalent d'une prédominance phallique.

Et si nous soutenons la Transsexualité avec autant de force, c'est le seul moyen, pour que la France dans son inconscient collectif, accepte la castration réussie, brisant les prétentions délirantes collectives et la manipulation perpétuelle à des fins de pouvoir de ses partenaires. L'image du père tyrannique, démagogue, brutal, menteur, tricheur sera brisée et permettra à la France d'entrer doucement, véritablement, en Démocratie!

Bien sur les membres de l'appareil judiciaire fonctionnaire français qui représentent pleinement cette triste image du père délirant, tyrannique, menteur, tricheur, sont les premiers à refuser la perte de ce qui fait leur personnalité!

L'étatisme de collaboration qui se perpétue veut encourager la prédominance phallique pour imposer la soumission en jetant des boucs émissaires à la population!

L'Europe doit se refuser à ce genre de manipulation et nous lui proposons le droit d'ingérence!

Nous encourageons l'étatisme français dans la baisse des tensions à notre rencontre au profit de notre population et nous sommes convaincus qu'aujourd'hui la position de notre Pays serait très différente sur la scène internationale si l'étatisme avait accepté le principe de la Liberté d'expression et la Liberté des élections!

Les rectifications du quotidien auraient été engagées depuis plus de dix ans et notre Pays pourrait se prétendre, sans rougir de honte, un Pays de Liberté.

La guerre des Malouines comme la trahison de l'avancée de la Liberté en Irak a imposé la faillite de l'Argentine, la France n'est pas l'étatisme français et nous sommes la seule alternative dorénavant de notre Pays.

Il n'y a pas de sous-humain, ni sur-humain, ni de droit divin, ni d'être supérieur, qu'il soit homme ou Femme, et toutes attaques dorénavant à notre rencontre devra être comprise comme la volonté de combattre cet axiome! Il n'y a pas place, pour nous, sur la Terre de France, à ceux qui s'opposent à ce principe! La Démocratie ne saurait servir d'alibi à ceux qui la refusent!

Il n'y a pas de bataille gagnée, il n'y a que des hommes blessés

"Si l'écho de leurs voix faiblit, nous périrons tous" Paul Eluard

pour le Comité National de la Liberté
∞ le coordonnateur

Conformément à notre lettre du 31 mars 2005 aux Peuples de France et à sa Nation,

Le Comité National de la Liberté a décidé d'interdire l'augmentation de la dette publique de l'état intitulé "république française" et interdire la prise en otage des générations futures de l'Europe.

Décision n° 30

Au nom des Peuples composant la Nation française,
au nom du Comité National de la Liberté,
nous, coordonnateur, publions la Décision ci-après:

article premier :

Au lendemain du jour de la publication de la présente, les emprunts effectués par l'état intitulé : "république française" reste à charge de celui-ci, révoquant, et la continuité d'état ne sera pas opposable à la France

article 2 :

Toutes dispositions contraires à la présente Décision sont abrogées

article 3 :

La présente Décision sera promulguée au Journal Officiel Français de la Liberté

fait à Paris le 9 avril 2005

d'autre part,
10 avril 2005

JOURNAL OFFICIEL FRANÇAIS DE LA LIBERTÉ

7

- tant que toutes les opérations de déstabilisation à notre égard n'aurent pas cessé,
- tant qu'il nous sera refusé le droit de nous organiser Librement,
 - à pouvoir participer Librement aux élections sans intimidation de quelques natures,
 - à avoir accès à un financement nous épargnant la volonté de l'appareil d'état de nous prétendre comme issus d'opérations financières douteuses ou d'émanation de l'étranger,
- tant que le dédommagement de tous les membres des Groupes de Liberté n'aura pas été effectué,

la présente Décision sera maintenue

Décision n°31

Au nom des Peuples composant la Nation française,
 au nom du Comité National de la Liberté,
 Vu la Décision n°6 du 30 mars 1998 et son article 3,
 nous, coordonnateur, publions la Décision ci-après:

Article premier:

Le Comité National de la Liberté a décidé d'étendre sa Décision n°6 à l'ensemble des activités économiques privées ou publiques liées à l'état intitulé : "république française", ainsi que toutes leurs filiales d'apparence étrangères.

Son encouragement économique met en péril l'avancée du Monde Libre et maintient la substitution du Libre choix des Citoyens français par celui imposé par cet état.

article 2 :

Au terme "état français" est substitué une nouvelle rédaction qui précise: "l'état intitulé : "république française""

article 3 :

Toutes dispositions contraires à la présente Décision sont abrogées

article 4 :

La présente Décision sera promulguée au Journal Officiel Français de la Liberté

article 5 :

Il sera publié de nouveau la Décision n°6 conjointement dans sa version originelle.

fait à Paris le 9 avril 2005

Renouvellement de la publication de la Décision n° 6 du 30 mars 1998

Préambule,

Des sociétés liées à l'Etat français directement ou indirectement, entravent de façon grave la Libre expression, la Libre concurrence, l'activité économique de notre Pays et mettent en cause la sécurité des Peuples.

Ces sociétés commettent de façon systématique différents crimes ou délits, protégées par un appareil judiciaire qui se refuse à leur appliquer la Loi. De plus ces sociétés accueillent des magistrats complices pour se soustraire à l'application de la Loi

Ces sociétés s'associent avec tous les pouvoirs et leur fournissent assistance sous toutes formes au gré de la nécessité de leurs intérêts. Elles organisent des troubles dans des Pays en difficulté ou apportent un soutien à des régimes contraire aux droits de l'homme, exportent avec leur technologie, leurs honteuses méthodes nuisant gravement aux Peuples du monde. Elles s'ingèrent dans la politique d'Autres Etats provoquant trouble, bafouant la Liberté, la Justice et la Démocratie.

Considérant comme établi, la pratique habituelle par ces sociétés de la corruption, de la concussion de ses membres, du trafic d'influence, de l'ingérence dans le Libre destin des Peuples,
Refusant que le nom de notre Pays soit plus longtemps associé avec ces honteuses méthodes, il a été décidé ce qui suit:

Au nom des Peuples composant la Nation française,
au nom du Comité National de la Liberté
nous, coordonnateur, publions la Décision ci-après:

article premier:

Le Comité National de la Liberté demande aux membres de l'Alliance et aux Pays Alliés d'interdire de toutes activités économiques les sociétés mentionnées à l'article 2 pour corruption et, ou concussion et, ou trafic d'influence systématique et, ou violence organisée et, ou ingérence dans le Libre destin des Peuples

article 2

Les sociétés ci-après dénommées ont été reconnues coupables de délits et, ou crimes mentionnés à l'article 1er:

F.H.

ainsi que toutes leurs filiales,

La France renonce à l'application des articles des Accords ou Traités internationaux qui seraient en contradiction avec la présente Décision.

article 3

La liste établie à l'article 2 pourra être étendue ou réduite par Décision du Comité National de la Liberté

article 4:

Les actes commis hors du territoire français par ces sociétés postérieurement au 6 octobre 1993 peuvent être déclarés nuls.

article 5:

Toute personne créancière des sociétés définis à l'article 2 peut réclamer paiement à leurs dirigeants actuels ou passés, en poste, postérieurement au 6 octobre 1993, sur leur patrimoine propre.

Toute personne créancière des sociétés définis à l'article 2 peut faire valoir ses droits auprès de l'état français, solidairement et indéfiniment responsable des dommages commis

article 6

L'extension du recouvrement des créances aux dirigeants définis à l'article 5 et à l'état français est acquise par la présente, aux créanciers.

article 7:

Toute personne qui contesterait la présente Décision peut faire valoir ses droits et demande de réparations auprès de l'état français.

article 8:

Nulle personne ne peut rechercher la responsabilité d'un Etat étranger, ou d'une collectivité pour l'application de la présente Décision.

article 9 :

Toutes dispositions contraires à la présente Décision sont abrogées

article 10 :

La présente Décision sera promulguée au Journal Officiel Français de la Liberté

fait à Paris le 30 mars 1998

Précisions suite à notre lettre aux Peuples du Monde en date du 28 janvier 2005

Suite à notre lettre aux Peuples du Monde en date du 28 janvier 2005 et aux nombreuses réactions, il nous appartient de préciser la partie "oubliée" par Freud.

Le syndrome de castration du petit garçon n'est pas construit sur la peur de la perte de la chose, mais au départ sur la prise de conscience de ce qu'il n'a pas, et le peu qu'il a.

Le petit mâle a faim et à sa prise de conscience de la différence sexuelle il comprend qu'il n'aura jamais ces seins qui nourrissent, et que sa compensation est ce petit appendice, qu'il va vouloir préserver d'autant plus que c'est la seule chose qu'il a.

Les psychanalystes aujourd'hui veulent pousser les femmes à accepter que seul le clitoris soit source de plaisir, nous rappelant les cours d'écoles avec les concours de celui qui a la plus longue!

C'est dans ce sens que nous refusons ce féminisme dérisoire ou la femme devrait se dépouiller de ce qui fait sa spécificité pour essayer de mimer ceux qui veulent la soumettre. Le premier cadeau qu'on peut faire à l'Autre, c'est d'être agréable à regarder ou de tenter de l'être, marque préalable de son existence.

Chaque être à sa spécificité, et le constructivisme mental est tout à fait malléable. L'enjeu analytique au niveau psychiatrique dans les Pays anglo-saxons offre la manipulation des référents mentaux pour permettre à chacun de prendre sa place dans la société, tant que sa limitation est à être et non une pulsion d'asservissement de l'Autre. La psychiatrie dans notre société est réduite à gérer les symptômes dans une vue normative définie par un état que tout le monde s'accorde comme illégitime! Les symptômes devenant outils à l'exclusion de ceux choisis!

Si nous réfutons les thèses des féministes qui refusent les Signes sociétaux à la femme de sa féminité, c'est qu'il est manifeste que souvent nous sommes confrontées à une économie mentale où souvent le portefeuille parental à remplacer la boîte de maquillage. Et la seule opposition à leur toute puissance est l'attrait de l'Autre! Et on est en droit de s'interroger sur les prétentions de philosophe auto-proclamée d'Élisabeth Badinter dont la fortune vient en grande partie de la promotion de ce qu'elle prétend combattre. Comme il est beau de s'auto-proclamer et d'oublier sa réalité! Quelle prétention!
